

Prix: 15 sous

No 155

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE
PUBLICATION MENSUELLE

L'Effort économique de notre race

DE LA CONQUÊTE À NOS JOURS

PAR

M. Rodolphe LAPLANTE

*Diplômé de l'École des hautes études commerciales
et de l'École des sciences sociales, économiques
et politiques, de l'Université de Montréal*



MONTREAL
L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction:

SECRETARIAT DE L'É. S. P.
1075, RUE RACHEL

Administration:

L'ACTION PAROISSIALE
4260, RUE DE BORDEAUX

TOUS DROITS RÉSERVÉS



COLONISONS

D'un excellent article du P. Alexandre Dugré, S. J., paru dans l'Action française de septembre 1926, nous détachons ces lignes:

Nos fils surabondent et se perdent, nos terres aussi. Nous vendons nos forêts à l'étranger, nous lui donnons, gratis et passage payé, nos enfants tout grands, instruits, prêts à produire... Si une législation orangiste édictée à Toronto, à Londres ou à New-York, dans le but de nous faire émigrer, nous défendait de créer plus de deux paroisses nouvelles par an, bien que notre surplus de natalité nous permette d'en créer trente, nous crierions à la persécution; nous gagnerions ces nobles sympathies accordées jadis à la Pologne et à l'Irlande. Mais non, notre émigration a été automatique, ni décrétée, ni prévenue, ni empêchée... Avons-nous fait quelque chose de sérieux pour diriger vers nos forêts fécondes le trop-plein des vieux comtés? Il n'y a plus de fautes à se permettre, le suicide de la race a trop duré. Nos gouvernements d'Ottawa et de Québec y devront consacrer des millions. Ottawa en consacre assez à des Européens qui ne font pas trop notre affaire. Le bon sens admet-il que nous votions des millions pour défrayer le passage et l'installation des Russes, alors que nos frères doivent s'exiler faute de cette aide même que nous offrons aux Russes? Car c'est bien le cas, les Russes sont plus aidés que nous à s'établir chez nous: le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable!

L'Effort économique de notre race

DE LA CONQUÊTE À NOS JOURS

PAR

M. Rodolphe LAPLANTE

*Diplômé de l'École des hautes études commerciales
et de l'École des sciences sociales, économiques
et politiques, de l'Université de Montréal*

A MM. Édouard MONTPETIT et Guy
VANIER et à mes anciens professeurs de
l'École des sciences sociales, écono-
miques et politiques, en hommage re-
connaisant.



MONTRÉAL

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction :

SECRÉTARIAT DE L'É. S. P.
1075, RUE RACHEL

Administration :

L'ACTION PAROISSIALE
4260, RUE DE BORDEAUX

TOUS DROITS RÉSERVÉS

HN
31
E34
V.155
1926

AVERTISSEMENT

NOUS avons cru devoir accéder au charitable désir manifesté par des amis et réunir en brochure les quelques pensées que nous avons développées, au mois de février 1926, au cours du premier banquet annuel qui eut lieu à l'hôtel Queen's, sous les auspices du Cercle d'Études Sociales LeCaron.

Nous nous rendons compte cependant qu'il aurait fallu tout remanier ce texte, en changer le plan. Il nous a paru préférable de n'en rien faire, car ce premier jet de notre pensée avait semblé (peut-être est-ce une illusion de jeune homme) intéresser notre auditoire.

Le facteur politique y est peut-être traité à profusion, mais pour la meilleure intelligence du sujet, il était nécessaire de ne pas séparer les deux éléments politique et économique, qui, jusqu'ici, se sont juxtaposés, sans cependant se fondre, ni s'annihiler l'un l'autre. La tendance qui se manifeste dès maintenant et s'accroît de plus en plus laisse l'économique prendre le pas, la politique devant suivre servilement, puisque nos politiciens souvent ne dirigent pas, mais se laissent diriger par les consortiums de financiers.

Il est donc très opportun maintenant que ceux qui, chez nous, doivent remplir un rôle social si prépondérant, se pénétrant bien de la mission dévolue à la race de foi romaine et de caractère français.

L'absence de méthode a été jusqu'à présent le grand obstacle à l'avancement des nôtres, à notre émancipation économique de la tutelle anglo-saxonne. L'à-peu-près ne convient plus, il faut un plan d'ensemble, une discipline ferme, rigide, mais humanisée.

Que nos horizons s'élargissent et s'élèvent! Efforçons-nous de posséder de l'envergure et de comprendre les besoins, médiats peut-être, mais qui peuvent, par leur transformation rapide dans le mouvement pressé qui nous emporte, exiger une solution urgente. Il ne faut plus, l'heure est devenue trop grave, mettre sur pied des entreprises au profit des étrangers, qui nous ont d'ailleurs dérobé une part appréciable de nos richesses naturelles. Nous avons pratiqué une trouée importante dans le commerce, il nous reste encore à en faire autant dans l'industrie où nous occupons un rang inférieur, excepté toutefois dans l'industrie de la chaussure, où nous sommes encore les maîtres incontestés. Il faudra continuer d'orienter notre active jeunesse vers les écoles techniques et vers tous les organismes de perfectionnement professionnel, car, suivant l'opinion de Schulze-Gavernitz, « toutes les aspirations sociales sont stériles sans le solide fondement économique des grandes industries puissantes et marchant dans la voie du progrès technique ».

Puisque notre destinée nationale, sociale, et même politique, n'est pas encore fixée, il nous paraît opportun de répéter avec un de nos maîtres d'hier, Errol Bouchette: « Ceux qui s'intéressent à la jeunesse, qui désirent qu'elle soit sage, active, énergique et studieuse, ont raison de la pousser vers les œuvres de l'esprit, surtout vers cette science qui est par excellence celle du siècle, la science appliquée aux utilités économiques et qui occupe à la fois les intelligences et les bras. »

R. L.

L'effort économique de notre race

DE LA CONQUÊTE A NOS JOURS

EN 1760, les soldats français, épuisés par la fatigue, les privations, les combats soutenus depuis sept ans, mirent bas les armes.

La colonie avait été cédée; mais à quelle pénible extrémité était réduite cette brave population des campagnes et des petites villes embryonnaires! Tout avait été mis en œuvre pour conserver au roi de France la terre de Champlain. D'aucuns ont raconté avec force détails et d'éloquente façon, que, dans les troupes commandées par Montcalm et Lévis, il y avait des enfants de seize ans et des vieillards de plus de soixante-dix ans. Et ce dernier effort de la France sur les rives québécoises durait depuis des années. Les soldats mal équipés, mal chaussés, privés de munitions, rationnés dans les vivres, avaient accompli leur devoir, tout leur devoir. Les chefs avaient payé de leur personne. La population était aussi très appauvrie par une taxation excessive, vaillamment supportée: les possesseurs de quelque bien avaient subi l'exploitation de l'intendance du néfaste Bigot; ceux qui échappèrent au truc de la monnaie de cartes furent ruinés par la répudiation du papier-monnaie.

Les généraux, les officiers, la majorité des gens de noblesse retournèrent en France. Le rôle de la mère-patrie était terminé; les fils qu'elle avait envoyés sur la terre canadienne devaient y poursuivre l'idéal qu'elle s'était proposé. Les 65,000 descendants de Français furent laissés à leurs ressources naturelles, très insuffisantes.

Voilà, brièvement brossée, la situation économique de nos ancêtres au lendemain de la conquête par la Grande-Bretagne. La population, dispersée sur un territoire grand comme un continent, peu instruite, abandonnée de ses chefs naturels, ruinées matériellement, comprit d'instinct que la survivance du groupe n'était possible qu'en se cramponnant à la terre.

Suivant la direction et les conseils de ses prêtres, la race choisit de survivre et de rester fidèle à son passé. Les collèges classiques formèrent les premiers chefs qui portèrent les revendications de la race à la tribune parlementaire.

Tous les historiens nous ont montré, d'une manière différente dans la forme, identique quant au fond, l'aspect politique des événements qui se sont succédé quelques années avant et après la conquête. Nous voulons marquer que la race s'est dégagée de l'emprise anglo-saxonne et qu'elle a débuté sans capital initial. Ce court exposé nous fera comprendre pourquoi nous n'avons pas une part plus importante dans certains domaines, après trois cents ans d'occupation dans ce pays, que les Canadiens français ont ouvert à la civilisation.

Notre intention n'est pas de retourner trois siècles en arrière pour analyser l'effort de la race dans le but de conserver ce pays au roi de France. Nous voulons tout au plus appuyer sur le dénuement complet dans lequel fut plongée la population de la colonie française au soir de 1760 et dans les quelques années qui suivirent la cession.

Quand se produisit le changement d'allégeance, il y avait déjà cinq ans que les valeureux miliciens servaient sous les drapeaux sans un sou de solde. Les soldats, par la force des circonstances, ne cultivent plus la terre, devant se tenir prêts à tout instant à combattre l'envahisseur.

Tous les hommes valides, d'ailleurs, et beaucoup de ceux qui ne le sont pas, depuis des années, ont laissé la ferme aux soins de leur femme et des tout jeunes enfants. La production, partant, est faible et bien en dessous des besoins de la consommation. Ces deux armées qui fourragent dans les campagnes pour y trouver une maigre subsistance, enlèvent à la population le fruit de son pénible labeur. Ce qu'il y a de pire et de plus douloureux dans ces sacrifices généreusement consentis, c'est qu'on y a insulté, qu'on en a abusé; Bigot et ses suppôts ont ruiné ceux qui possédaient un peu d'argent, au moyen du truc de la monnaie de cartes et par des impôts excessifs.

M. l'abbé Lionel Groulx nous apporte à ce sujet le témoignage contenu aux archives publiques du Canada et reproduit dans son volume *Lendemain de conquête*. Laissons-lui la parole:

L'on n'aura pas oublié quel système monétaire eut cours chez nous, sur la fin du régime français. Nos pères avaient depuis longtemps la monnaie de cartes. Pour suppléer à l'insuffisance assez fréquente de cette monnaie, l'intendant émettait, sous sa signature, des billets d'ordonnances. Après avis donné au mois d'août généralement, les porteurs de la monnaie et des billets transmettaient leurs papiers au conseil des Trésoriers généraux des colonies. Le trésorier particulier donnait un reçu, puis tirait des lettres de change sur les Trésoriers généraux.

Cette tractation, incompatible avec tout sain principe économique, produisit l'effet inévitable. Les retards opérés dans le paiement des billets échus et l'indispensable élément psychologique de la confiance étant disparu, la fatalité inéluctable advint. Le public, mis en défiance, demanda le paiement de son dû, mais le gouvernement français ne put rembourser plus du quart de l'argent ainsi réclamé. Le prix des denrées augmenta considérablement. Le commerce fut paralysé, car les exportateurs de l'Europe ne voulurent plus traiter avec

les commerçants canadiens: le paiement de leurs achats était trop aléatoire.

Un mémoire de la cour de France vint ajouter à cette ascension phénoménale du prix, en arrêtant le paiement des lettres de change. Dans les années subséquentes, le gouvernement français remboursa, il est vrai, une partie des lettres de change, mais les détenteurs étaient surtout des négociants et des officiers, tandis qu'on répudia les ordonnances, au détriment des habitants qui se trouvèrent sans le sou. N'est-ce pas assez dire pour nous montrer la détresse, la misère, d'où partit, il y a plus de cent cinquante ans, notre race dans sa tentative de réfection matérielle de la patrie. Et, comme l'a si judicieusement écrit M. l'abbé Lionel Groulx, notre historien national:

Nos pères, soldats d'hier, qui allaient nu-pieds, restaient encore les héritiers des banqueroutes de Louis XV. Nous étions frappés ainsi, en plein cœur, dans la période critique de la première croissance, quand nous manquaient, pour un prompt relèvement, les formes les plus simples du crédit, *les institutions économiques les plus rudimentaires.*

Notre situation en 1760

Abandonnés de la France, notre ancienne mère-patrie, vu l'absence de communications politiques, sociales ou économiques, bafoués par la métropole anglaise dont ils étaient devenus les vassaux après le traité de Paris, en 1763, nos ancêtres ne durent qu'à leur énergie de durer et de survivre.

Les années qui suivirent la conquête furent d'un calme plat, ce qui permit à notre population de se remettre un peu des terribles secousses traversées pendant la guerre de sept ans, de reconstruire ce que le feu de l'ennemi avait anéanti, de se préparer enfin par l'économie, par le

travail, aux dures batailles qui s'annonçaient dans le firmament politique.

La grande occupation de nos ancêtres était la culture du sol, le commerce n'étant encore que très peu développé et composé de quelques monopoles avec privilèges. Nos pères ne songeaient pas encore au fonctionnarisme, d'où ils étaient d'ailleurs exclus par l'ostracisme et l'étrouitesse d'esprit des officiers fonctionnaires. Mais, au-delà de la frontière quarante-cinquième, dans les états peuplés des loyalistes du *Mayflower*, dès lors déjà mâtinés, dans une forte proportion, d'éléments étrangers à la mentalité britannique, on commençait à protester contre le joug onéreux de la Grande-Bretagne.

Les esprits avisés de la métropole anglaise concédèrent alors à la colonie canadienne les premiers lambeaux de liberté politique que l'histoire nous a transmis sous le nom de l'Acte de Québec (1774). La crainte de perdre le dernier joyau qu'était le Canada paraît avoir été le motif principal de cet élan spontané et généreux.

De 1774 à 1791

La lutte sournoise, tenace, perfide du conquérant se fera toutefois sentir à l'égard du vaincu d'hier. Mais le calme subsiste cependant. Le paysan canadien n'a pas encore cru devoir sortir de son habitat où il élève sa nombreuse famille, dans la langue et les traditions françaises.

Le commerce et l'industrie sont, comme au cours de la première période, encore à naître. A part les mesures vexatoires dont souffrent nos ancêtres de la part des officiers du régime nouveau, rien ne leur indique que quelque chose soit changé. La tenure seigneuriale d'ailleurs n'est-elle pas maintenue, à la grande joie des Canadiens français qui voyaient là un peu de l'ancienne France attardé sur nos rives.

La résultante directe du maintien de l'ancien état de choses a été, ce semble, d'attacher davantage au sol, le paysan. Peu porté par atavisme à faire du comptoir son gagne-pain, il ne songera à faire concurrence loyale à son ennemi séculaire que de longues années plus tard.

L'ère parlementaire, qui obtient en Angleterre, à ce moment-là, son maximum de grandeur et de gloire, ne commencera pas chez nous avant 1791.

De 1791 à 1840

Vers cette époque, il se produisit une transformation incessante et rapide dans la colonie jusque-là peuplée presque exclusivement de Français. La guerre de l'indépendance américaine ayant supprimé tout lien avec la Grande-Bretagne, des milliers et des milliers de familles, voulant rester fidèles à la couronne anglaise, traversèrent la frontière dans le but de s'établir, avec l'aide de la métropole, dans l'Ontario et dans quelques-uns des cantons de l'est du Québec. Cet élément nouveau, pénétré, au plus haut point, du culte et de l'amour des institutions anglaises, et les Canadiens français plus instruits, mieux préparés, demandèrent une constitution divisant le Canada en deux provinces et laissant à chacune d'elles le soin de veiller à son administration respective.

Le siècle qui commence verra, dans sa première partie, l'ouverture officielle de l'ère parlementaire qui se terminera sur les champs de bataille.

Après avoir subi l'arrogance d'un Craig, nos ancêtres eurent à faire face à un Richmond despote et autoritaire.

Joseph Papineau, un des premiers, entra vers cette époque dans l'arène nouvelle pour les Canadiens. Il y occupera, grâce à son talent, une place prépondérante. Père de Louis-Joseph Papineau qui, plus tard, sera le

chef de la phalange canadienne-française, il sera le revendicateur de nos droits usurpés, aidé de ses collègues Bédard, Taschereau, Blanchet et Borgia.

Vers 1805, le journal *Le Canadien* se fonda. Sa mission consistait à réclamer de la tribune de la presse une plus large part de liberté et surtout le contrôle des subsides. L'éloquence entraînant de Louis-Joseph Papi-neau, qui entra à la Chambre des Communes à l'âge de vingt et un ans, en fit, pendant plus de vingt ans, le chef qui incarnait toutes nos revendications et nos aspirations comme race distincte voulant rester telle dans le grand tout anglo-saxon.

Peut-être sera-t-on tenté de dire que nous avons accordé une part excessive aux questions politiques dans le travail que nous nous étions assigné. Nous croyons toutefois qu'il est indispensable d'avoir ainsi procédé, pour la meilleure intelligence du sujet.

La lutte pour la survivance, jusque-là livrée sur les champs de bataille, se transforma, ayant pour arène le parlement. L'éveil du commerce et de l'industrie ne se manifestera que vers le début du dix-neuvième siècle. Nous pouvons, je crois, répéter avec tous nos historiens, que la race appauvrie, épuisée, avait accompli un rôle sublime, en s'efforçant de durer, dans la période de 1760 à 1840.

Cependant, des indices de l'activité économique se manifestaient, même chez nos compatriotes. La Banque de Montréal se fonda en 1817, avec presque la moitié de son capital canadien-français et avec une forte proportion d'administrateurs de notre race. Cette banque d'escompte, fondée à une époque où on ignorait tout des lois fondamentales de ce crédit si nécessaire pour assurer le développement des institutions économiques qui se créaient, marque le sens des affaires qui animait nos ancêtres.

A ce premier fait économique et à la reculade qu'il semble souligner en rappelant que nous n'y avons maintenant qu'un directeur de notre race (Sir Lomer Gouin), il faut opposer tous nos gains acquis ailleurs. La fondation de cette banque est indicatrice de la tendance nouvelle. C'est aussi le commencement de l'édification des grandes fortunes canadiennes-françaises, dans le commerce des blés et des bois. Tels sont les premiers indices sensibles d'émancipation économique, dans cette phase politique qui se termine brusquement après la tourmente de 1837.

De 1840 à 1867

La population du Haut-Canada s'était rapidement accrue par l'augmentation naturelle des loyalistes immigrés depuis plus de cinquante ans. Des milliers de colons d'origine anglo-saxonne étaient venus se joindre à ces premiers occupants. On croyait alors possible, vu le flot incessant d'étrangers qui déferlait sur nos rives pour s'y établir, de réussir, suivant le conseil de Lord Durham, une fusion des deux groupes ethniques. Le processus le plus logique à suivre semblait dans l'union politique des deux provinces. On favorisa, dans les milieux influents, cette union législative, pour plusieurs raisons; l'une d'elles était la possibilité de faire absorber la dette énorme du Haut-Canada dans les finances prospères du Bas-Canada. Jusqu'à l'époque que nous étudions présentement, nos ancêtres étaient restés fidèles à la terre. La terre les ayant vus naître, ils étaient contents d'y vivre et d'y mourir. Mais après la tourmente, des paroisses entières se vidèrent, émigrant dans les centres manufacturiers des États-Unis.

La lutte cependant se continuait au parlement du Canada avec une âpre ardeur, dirigée maintenant par Lafontaine et Morin. Il nous reste à souligner une date qui compte dans notre vie nationale. En effet, n'est-ce pas en 1848, sous l'administration de Lord Elgin, que Lafontaine et Baldwin furent demandés pour former un ministère, « conformément au vœu exprimé par l'Assemblée Législative ». C'était, *ipso facto*, reconnaître le gouvernement responsable et laisser à la Chambre le contrôle des subsides. Nous obtenions enfin, quatre-vingt-dix ans après la cession, la libre disposition de nos deniers, le droit de régenter, comme nous l'entendions, notre vie politique intérieure, et partant notre politique commerciale.

Nos historiens, ce me semble, n'ont pas assez mis ce gain en évidence, en écrivant notre histoire, qui n'en possède pas moins des pages admirables. Espérons que M. l'abbé Lionel Groulx saura combler cette lacune et nous doter du monument historique indispensable aux races qui veulent vivre.

Souignons enfin, avant d'en arriver à la date de 1867, qui marque l'ouverture de notre régime politique présent, que Cartier, notre grand homme d'état dont toute la politique était, suivant une expression sienne, « une politique de chemins de fer », donna l'impulsion nécessaire à la construction de notre premier transcontinental. L'œuvre des transports par voie de terre avait reçu l'empreinte de la clairvoyance d'un Canadien français. Et enfin, nous en arrivons à l'œuvre de Cartier et de son collègue écossais, Macdonald, qui se complètera, plus tard, mais qui comprend, dès cette époque, l'Ontario et le Québec et les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick.

De 1867 à 1878

L'unité politique de la colonie canadienne eut aussi, par voie de conséquence, pour effet d'abolir les douanes intérieures, jusque-là existantes, entre chacune des provinces adhérant au pacte fédératif. Une période de calme économique commence, comportant une courte dépression causée par l'arrivée au pouvoir de McKenzie et la menace de l'application de son critère politique. C'est à ce moment-là que l'on note le plus la léthargie de la race, l'avachissement de nos chefs après le départ de Cartier; c'est le cas de le dire, la race s'endort. La crise économique dont nous eûmes à souffrir comme tous les pays majeurs, était une conséquence du libéralisme absolu, qui eut sa vogue éphémère dans l'univers entier.

L'émigration en masse vers le sud se continue. La race est débordée par la venue incessante d'immigrants d'origine exotique et, d'autre part, elle est saignée au cœur par le départ de ses meilleurs fils qui s'en vont. Il semble qu'une seule et dernière ressource s'offre comme solution et c'est l'annexion. Il faut dire cependant que, Papineau et quelques rares disciples exceptés, très peu des nôtres se laissent tenter par le mirage américain. Des hommes d'un haut rang social (on peut y compter même un ancien ministre) avaient proposé de se joindre à la république américaine. Le projet avorta. Cependant l'attrance était forte, paraissait même irrésistible. La stagnation des affaires menaçait de se prolonger et aucun homme de valeur n'apparaissait pour dominer la situation.

En ce qui concerne la race, sa vitalité, il n'y avait pas lieu, vers cette époque, d'être très optimiste. Les années précédant 1837 avait été agitées, mais l'effet fut tout autre que celui projeté par les Anglo-Saxons. Jamais

la volonté de vivre et de grandir ne fut si forte. Mais vers 1867 et jusque vers 1873 et même un peu au-delà, c'est une confiance béate dans la Confédération qui garantissait *tous nos droits*. Les phases de paix sont toujours annihilantes pour l'énergie nationale et c'étaient de telles années que nous vivions. On s'endormait dans une fausse sécurité. On se reposait du long et pénible effort accompli. En 1878, John-A. Macdonald reprendra le pouvoir, grâce à son programme de *politique nationale*. D'heureux indices annoncent bientôt que le vieux et rusé politicien écossais a vu juste, a compris ce qui était indispensable à un pays neuf, riche en ressources naturelles. Seule une politique rationnelle de protection pouvait nous permettre de développer notre industrie jusque-là pratiquement inexistante et de faire concurrence au colosse américain qui nous menaçait déjà de sa formidable puissance. Le premier tarif modérément protecteur fut appliqué. Au point de vue économique, la situation alla en s'améliorant, à partir de cette époque, mais la race canadienne-française causait des inquiétudes. L'émigration vers les États du sud ne ralentissait que peu ou prou.

La race allait-elle périr après plus de cent ans de combats héroïques ?

Tout l'indiquait. Edmond de Nevers s'effrayait, dans une étude quelque peu discutable par la conclusion pessimiste qu'elle comporte, du danger d'absorption de notre petite province par la grande république américaine. Il lançait, en même temps, avec vigueur cette fameuse apostrophe à la race que la jeunesse de 1926 prend aujourd'hui comme mot d'ordre : « L'heure est arrivée où chacun des 65,000 vaincus de 1760 doit compter pour un. » Mais hélas ! tous les nôtres n'étaient pas encore au poste, tous ne comptaient pas pour un. On attendait un homme.

Il nous vint des États-Unis. C'était du sang français qui venait à Québec reprendre sa force et sa couleur. Jules-Paul Tardivel avait dix-sept ans quand il mit le pied sur le sol de la vieille cité de Québec. Il ne parlait plus la langue française ou plutôt il ne l'avait jamais parlée. L'étudier, en devenir maître lui fut relativement facile et, peu d'années après, il fonda la *Vérité*, organe de défense religieuse et nationale, et maintint une attitude indépendante au-dessus des partis. C'était le premier journal qui, chez nous, ne fût pas inféodé à l'un ou l'autre clan politique. Par son directeur, ce périodique fut un éveillé dans le domaine religieux, où la foi tendait à devenir héréditaire et somnolente, sans conviction solide, réfléchie, immuable; dans le domaine économique, où il signala la nécessité impérieuse de la coopération; et enfin dans le domaine national, car, là comme ailleurs, un programme défini manquait, auquel il y aurait eu moyen de faire travailler tous les cœurs généreux, animés d'un idéal commun.

De 1890 à 1900

La tendance que nous venons de noter se continue, mais la politique divise et fragmente le concours des bonnes volontés. Le mouvement d'ascension des nôtres dans le domaine économique est sensible, quoique sans ensemble et sans aucune cohésion. Cette fin de siècle verra donc la fondation, par des compatriotes, de maints établissements et industries. Quelques-uns devaient survivre, mais la plupart moururent par le manque de méthodes d'affaires de leurs fondateurs.

De 1900 à nos jours

Mais 1900 marque un réveil, non pas sur un point, mais sur plusieurs à la fois. Le sens politique s'affine, le sens national s'éveille, le sens économique s'annonce.

Un homme devait être l'animateur des trois. Je ne m'occuperai des deux premiers qu'en autant qu'ils auront des liens avec celui que nous étudions. Jusqu'à 1904, nous n'avons pas encore de journal prêt à placer les grands intérêts au-dessus de la coterie des partis. La *Vérité*, dirigée par Tardivel, avait accompli son œuvre, mais elle n'était qu'hebdomadaire et elle ne répondait plus aux exigences nouvelles. Sous l'influence du cardinal Bégin et avec l'aide de l'Action Sociale Catholique, fut fondé le premier quotidien à caractère indépendant et nettement confessionnel. La même année, une association de jeunesse vit le jour. Ce groupement militant se proposa d'infuser plus de fierté catholique et nationale aux jeunes gens que seule la politique intéressait.

L'A. C. J. C., dès sa fondation, se proposa d'entreprendre une réaction vigoureuse contre les puissances ennemies, elle voulut même raviver les sentiments intérieurs, mobiles des actions de la jeunesse. Sa doctrine en était une d'action, mais d'essence catholique et d'esprit national. Quelques années plus tard, elle devait, par des enquêtes, poser devant la race des conclusions pratiques sur la situation de notre agriculture, de notre colonisation, de notre industrie et de notre commerce. Mais la date, la grande date qui compte, c'est 1910. L'École des Hautes Études se fonde et, sous la direction de maîtres aimés des élèves, un mouvement se dessine et prend corps. Les jeunes croient nécessaire de prendre une part des responsabilités qui incombent à ceux de notre race vers cette époque. La politique a fini de monopoliser toutes les forces vives. Il ne faut pas se dissimuler l'influence du journalisme d'idées, indépendant des clans et des partis.

Un homme animera tout le groupe. Autour de lui, il réunira la fine fleur de la génération qui monte. On jugera les choses, les idées, les faits d'un peu plus haut

que la tribune politique et avec une vision plus sûre parce que plus désintéressée.

Une demande de secours matériels pour une minorité trouve en ces journalistes de mentalité nouvelle un appui sympathique. La race s'efforce de redevenir identique à elle-même, car il est évident qu'elle s'était éloignée des voies anciennes.

C'est toute une génération avide d'air, de lumière, d'idées, de vouloir-vivre collectif, c'est toute une race qui se reprend à vivre, délaissant un peu les fétiches de la politique.

Vous me direz que je m'écarte de mon sujet. Je le conteste; je prétends que tout cela se tient, puisque la plupart de ces anciens journalistes deviendront les lanceurs et les promoteurs d'entreprises audacieuses. Nos compatriotes apprenaient enfin la grande leçon de la solidarité. L'Association catholique des Voyageurs de commerce viendra en 1914 apporter sa quote-part, avec une ardeur de néophyte. La guerre ralentit ou modifia un peu cet élan, mais il reprit aussitôt après, malgré la terrible crise économique qui s'en suivit.

Depuis l'après-guerre, les chefs d'industries des autres parties du pays citent la province de Québec en exemple, comme un endroit où règnent la paix et la stabilité économique.

On rend hommage au bon sens de notre population, à son amour du travail. Une telle disposition ne serait-elle pas due au fait que nos ouvriers, sous l'influence du syndicalisme catholique et national, se sont dégagés partiellement des tendances neutres du trade-unionisme américain. On oublie un peu trop, semble-t-il, dans un milieu fort bien disposé par ailleurs, l'importance de l'organisation ouvrière. Le syndicalisme catholique est né à une heure opportune, au moment précis où la quasi-totalité de nos ouvriers étaient enrôlés sous la bannière de la Fédération

américaine du Travail. Ignorer l'importance de l'effort loyal fait dans le but d'harmoniser le capital et le travail, nier le bien qu'accomplit le syndicalisme canadien, ce serait contester la base même de ce qui fait, depuis quelques années, l'admiration des Américains et des Anglo-Canadiens

Cette œuvre nouvelle qui s'écarte des sentiers battus, qui s'inspire de nos plus intimes instincts, qui tient compte de notre disposition d'esprit, deviendra bientôt, nous l'espérons, un facteur essentiel pour contribuer à mettre de l'ordre dans notre propre maison. Nous ne pourrions nous soustraire au joug américain, tant que cet esprit individualiste qui nous ronge n'aura pas été extirpé, ou tout au moins atténué, tant que notre peuple ne sera pas en mesure de réaliser la nécessité de s'unir pour ses légitimes revendications professionnelles, sans passer par les officines d'Indianapolis.

Si, pour que nous soyons maîtres chez nous, il nous est indispensable de posséder le capital matériel, c'est presque un truisme inopportun de dire que le travail doit être d'esprit canadien, si nous désirons sérieusement atteindre le rang de nation majeure sur le continent américain.

Reprenons notre premier point et additionnons à ce réveil qui viendra plus tard, l'état d'esprit pratique que nos jeunes acquerront. Depuis 1900, on sentait le besoin de nouvelles méthodes commerciales. La jeune génération unissait ses vues rénovées à l'expérience que possédait déjà son aînée. Les maisons déjà fondées se consolidaient et de nouvelles se créaient.

Le bilan

Faisons un bilan très incomplet, mais suffisamment éloquent de notre richesse nationale.

Nous avons trois banques de crédit; des tractations malheureuses ont réduit ce nombre minimum à deux: la Banque Canadienne Nationale, la cinquième du Canada en importance, et la Banque Provinciale du Canada. Toutes deux attendent l'épargne populaire, la modique somme économisée hebdomadairement, pour la prêter à l'industrie et au commerce canadiens-français.

Nous avons, de plus, la Caisse d'Économie de Notre-Dame de Québec, qui opère exclusivement dans la région de Québec, mais toutefois ne fait pas de crédit commercial.

A Montréal, nous avons une institution qui n'est pas assez connue, mais qui a tout de même une plus grande importance qu'on semble parfois le croire. J'ai mentionné la Caisse Nationale d'Économie, qui paie ses rentes depuis huit ans. Encore une institution qui devait mourir avant de naître, au dire de quelques-uns des bons amis de la race.

Ajoutons à cet actif intéressant le capital de nos Caisses populaires, qui jouent un rôle moral et national en même temps qu'économique. Un homme de notre race en a parlé à la Chambre des Communes, au cours de la session 1925-1926. Il a affirmé que c'est une des plus belles initiatives en matière financière et que le Canada anglais trouverait là une solution au problème du crédit rural, qui s'agite dans les provinces de l'Ouest.

Je continue une nomenclature sèche, mais qui prouvera péromptoirement que nous ne sommes pas inférieurs, parce que moins intelligents.

Les plus grands épiciers du pays sont encore des Canadiens français. Nommons-les: Hudon-Hébert, Laporte & Martin, Renaud & Cie, Drouin Frères. Les plus grands importateurs de nouveautés du Québec, sinon du Canada, les Racine, sont canadiens-français.

Le plus grand hôtelier du pays, Donat Raymond, est canadien-français.

Les trois plus grands manufacturiers de chaussures du pays sont Dufresne, Lanthier, Tétrault, tous canadiens-français. Ajoutons que, dans l'industrie de la chaussure, nos compatriotes détiennent le haut du pavé.

Une des plus grandes fabriques de tabac du pays appartient à des canadiens-français. The Rock City Tobacco. A Montréal et à Québec seulement, il y a soixante millionnaires canadiens-français. L'homme le plus riche de Québec, G.-E. Amyot, est un Canadien français.

Les plus grands et les plus riches propriétaires de mines sont les frères Timmins, deux Canadiens-français.

Un des hommes les plus riches de Montréal, Marcellin Wilson, est un Canadien français. Le plus grand fabricant de corsets est un Canadien français. La plus belle briqueterie du pays, St-Lawrence Brick, appartient à des Canadiens français. Les deux sociétés mutuelles les plus fortes du pays sont les Artisans et l'Alliance Nationale.

La province canadienne qui a le meilleur crédit financier est canadienne-française, Québec.

La plus grande entreprise de roulage et de camionnage du pays est canadienne-française: J.-B. Baillargeon.

La plus grande sellerie et valiserie du pays, Lamontagne, est canadienne-française. La plus grande crèmerie et laiterie du pays, Joubert, est canadienne-française. (Compilation de *la Rente* du 1^{er} juillet 1923).

Nos grands magasins de détail se développent et le public, moins snob, les encourage. Le commerce par la poste, jusqu'à ces dernières années exclusivement l'œuvre de Toronto, s'implante à Montréal, et des colis sont reçus dans l'Abitibi ou l'Ouest canadien, provenant de chez Dupuis ou de chez Béland.

La plus grande coopérative d'exportation de produits agricoles de Québec est la chose de Canadiens français.

L'est de Montréal sort de sa torpeur et, par une annonce intelligente, s'efforce de canaliser le courant d'achats qui se dirigeait vers la rue Ste-Catherine ouest ou la rue St-Laurent.

Nos compatriotes agriculteurs fabriquent leurs instruments dans une forte proportion. Le plus grand fabricant de charrues du pays est canadien-français. Ce Canadien français, J.-H. Fortier, vient d'être porté au poste de président général de l'Association des Manufacturiers canadiens. Dans le domaine de la vente des actions et obligations, nous n'avions rien il y a quinze ans. Aujourd'hui, nous y voyons Versailles, Verdicaire & Boulais, René-T. Leclerc, L.-G. Beausoleil, Beaubien, Bruneau, et Rainville et j'en ometts d'importants.

A la Bourse, nous ne pénétrons pas aussi rapidement, mais nos gains sont tout de même satisfaisants.

Pour comprendre davantage ce réveil national, il faudrait lire les *Monographies* de M. Émile Benoist, diplômé de l'École des Sciences sociales, économiques et politiques, et chroniqueur financier du *Devoir*, qui publie, depuis deux ans, des études intéressantes sur nos maisons canadiennes-françaises. Deux séries de ces études révélatrices sont propres à stimuler l'apathie de nos pessimistes et de nos éternels malcontents.

Écoutons un peu, en marge de ces enquêtes, un des hommes les plus avertis de la jeune génération, Hermas Bastien:

Il se dégage de ce livre qui réunit des études parues en page financière du *Devoir*, chaque samedi, une leçon d'optimisme. Sa lecture apprendra aux pessimistes des détails intéressants et des faits bien contrôlés sur notre émancipation commerciale et indus-

trielle. L'histoire de nos maisons d'affaires prouve que le succès, pour les nôtres, est chose possible.

Ces pages, écrites d'un style clair qu'agrémentent des considérations d'économie politique et les souvenirs personnels d'un journaliste sérieux, contribueront à dissiper un sentiment d'indifférence, voire de défiance, à l'égard de nos institutions commerciales.

Sans doute, nous ne produisons et ne vendons pas encore tout ce dont la clientèle canadienne-française a besoin, mais en ce domaine, comme en beaucoup d'autres, il y a amélioration sensible.

Notre commerce se développe et notre industrie de même. En certains genres, notre race a la prépondérance et semble résolue à la garder. Nous avons *assez mis d'entreprises sur pied pour les autres*. L'heure n'est pas loin où, si nos compatriotes veulent se corriger de l'habitude d'acheter les actions des compagnies minières de la lune, notre race, grâce à la concentration de ses capitaux, pourra lutter avec avantage sur le terrain économique que nos rivaux ont choisi comme arène des combats de demain.

Ces monographies, qui narrent comment des nôtres ont réussi, sont des arguments pour ceux qui doutent; des exemples pour ceux qui luttent; » des joies intellectuelles pour ceux qui lisent tout, même ce qui peut être utile ». — Charles NODIER

Tous ces arguments vivants doivent nous enseigner la non-infériorité naturelle de nos compatriotes dans ces domaines si différents, et constituent une réfutation à ceux qui disaient dans une occasion désormais mémorable, que « nous étions une race de porteurs d'eau ».

La race, sous l'influence d'un groupe d'hommes pensants et agissants, a secoué son apathie et brisé ce sentiment d'insouciance qui la paralysait. Sous la direction de quelques hommes, dont Bourassa, l'abbé Lionel Groulx, et de quelques économistes et financiers tels que Montpetit, Pelletier, Asselin, nous avons senti le besoin de serrer les coudes et de compter sur nous-mêmes.

Convenons, sans chauvinisme comme sans étroitesse, que, si le sentiment de fierté domine un peu aujourd'hui,

c'est dû à la campagne méthodique et persévérante du *Devoir* et de ses chefs et à l'Action Française qui y a fait écho. Ce journal engagea, par des articles marqués au ton de la modération et de la saine logique, ses lecteurs à patroniser nos marchands. Ah! le snobisme était dur à tuer. Tout ce qui était beau et bon ne venait que des Anglais et le bon marché des Israélites, au nez crochu ou non, à la conscience fourchue et aux doigts faits en grippe-sous.

L'*Information financière* du 26 décembre 1925 corrobore un aspect de ma pensée à ce sujet :

Heureusement, un sentiment nouveau se développe et grandit qui ne pourra être qu'à notre avantage.

Il n'est pas question ici de fonder et d'organiser des entreprises n'ayant comme actif que de belles phrases patriotiques.

Nous avons toujours prétendu et nous prétendons encore qu'une industrie ou un commerce ne se fondent pas et ne marchent pas qu'avec du patriotisme ou des appels à la race.

Il faut plus que cela. Nous prétendons toutefois qu'une entreprise de chez nous peut être aussi bonne qu'une entreprise étrangère et, à avantages égaux, nous croyons encore qu'il vaudra toujours mieux aider et financer la première.

Pourrons-nous posséder totalement notre domaine matériel dans l'avenir? Notre armature économique nous permettra-t-elle un jour d'être complètement indépendante des Américains?

Je le souhaite, mais je ne le crois pas; cependant, avec de la bonne volonté, de la méthode, de l'économie, nous en viendrons à posséder notre part de l'actif national.

Souhaitons que nos méthodes d'affaires, qui nous seront fournies par les États-Unis, l'Angleterre et la France, deviennent des exemples.

Désirons pour notre jeune race, pour notre îlot français perdu au milieu d'une mer anglo-saxonne, le rôle qu'ont joué la Suisse et la Belgique en Europe.

Le Canadien français, dit-on parfois prétentieusement, est un Français *perfectionné*. Prouvons-le. Faisons en sorte que nos qualités natives jointes à une aisance matérielle servant à la diffusion d'une plus haute culture, fassent de nous les arbitres de la modération, de l'équilibre, du bon sens, sur cette terre d'Amérique.

Rodolphe LAPLANTE

— Décembre 1926

Le moindre effort¹

Le monde est mû par un grand facteur, que les doctes économistes ont baptisé loi du « moindre effort ». Cette loi consiste à obtenir le maximum de rendement avec le minimum d'effort.

Depuis vingt-cinq ans, elle a été cause du grand mouvement de progrès qui nous emporte en tourmente et qui exige impérieusement l'avancement continu vers le perfectionnement des systèmes anciens. On veut produire plus en travaillant moins. Vous direz peut-être que ce n'est plus là une loi de progrès, mais de paresse.

Apparence trompeuse! Depuis que le monde existe, l'homme a constamment tendu vers une amélioration de sa condition et, à cela, il n'y a rien à redire.

Au début des temps, l'homme dénué de tout au milieu des richesses qui l'entouraient, songea à utiliser ce que la nature généreuse avait mis à sa disposition. Il fit même plus: il capitalisa. Il mit de côté parce qu'il prévoyait des jours mauvais, mais aussi parce qu'il connaissait déjà, potentiellement, l'importance d'un capital pour une production ultérieure. Il consentait à faire un plus grand travail *présent* avec l'espérance de se reposer lorsque ses forces seraient amoindries par l'âge ou la fatigue. C'était là l'accomplissement d'un plus grand effort avec une perspective de repos, et partant, d'un « moindre effort »... futur.

Je disais donc, il y a un instant, que l'on incline de plus en plus à réduire la journée de travail, depuis vingt-cinq ans, et cependant, on ne peut dire que le rende-

1. Conférence présentée aux agents de la Caisse Nationale d'Économie, le 31 juillet 1926.

menr collectif ait diminué; au contraire, nous pouvons affirmer avec certitude que cette dépense moindre d'énergie a été compensée par une amélioration du machinisme ou par de nouvelles méthodes de travail. Est-ce à dire que nous n'avons eu qu'à assister bénévolement à ce courant nouveau? Non pas. Mais la société, dans son évolution, dans sa marche vers le mieux-être social, a cherché et cherche encore des formules et des solutions.

Pendant, si le « moindre effort » en économie sociale ou politique a eu d'excellents résultats et a contribué au progrès dans les divers champs de l'activité humaine, il reste toutefois que chacun d'entre nous, pris isolément, n'a pas la même puissance de travail, la même ardeur pour se créer une situation, un désir aussi intense de gravir les sommets, un intérêt aussi vivace des besoins de la race ou de la collectivité.

Ouvrons les yeux. Que voyons-nous? L'ouvrier accepte encore la tâche. C'est là *l'effort accepté*. Comment s'en acquittera-t-il? Illustrons notre pensée par un exemple.

Vous connaissez tous ce personnage qu'est chez nous le plombier.¹ Avez-vous déjà eu l'occasion de requérir ses services? Soyons de bon compte avec lui et ne généralisons pas.

Notez l'heure tardive à laquelle il arrivera, combien de temps il lui faudra pour aller chercher un boulon que l'on croyait délibérément oublié, ou pour aller boire. Et remarquez aussi... que cet homme, ordinairement sans instruction, vous calculera son dû en moins de temps qu'il n'en faut pour y penser.

« Monsieur, c'est \$1.25.

— Comment, si cher que cela? »

1. L'allusion que je fais ici au plombier est tout incidente; je tiens à faire remarquer que je ne vise nullement cette classe ouvrière plus qu'aucune autre.

Et le bon plombier qui nous occupe vous dira :

« J'ai posé telle pièce, 40 sous... telle autre, 60 sous... »

etc.

Il vous convaincra même, si vous ne faites attention, qu'il vous a fait son travail à titre gracieux. Ce n'est plus là du « moindre effort », mais de la paresse pure et simple, accompagnée d'audace... pour ne pas employer un terme plus sévère.

* * *

Et ailleurs, dans les autres milieux professionnels ?

La tendance moderne est partout la même. L'ouvrier, en général, s'il est mieux outillé que son ancêtre, ce qui lui permettrait d'augmenter son rendement, est au superlatif plus indolent, moins consciencieux, moins soucieux de bien faire que ne l'était l'honnête homme d'il y a vingt-cinq ans, que beaucoup d'entre vous ont connu.

René Bazin, un des meilleurs amis du Canada français, n'écrit-il pas trop élogieusement :

Pensez à des paysans comme la famille du peintre Millet, dans le Cotentin, comme certains de ceux qu'a décrits Daudet, comme plusieurs de l'Alsace d'hier et d'aujourd'hui, du midi presque inconnu des montagnes de la Lozère, comme beaucoup de la Vendée, pensez aux habitants de la campagne de Québec et de Montréal, qui sont de purs Français transplantés, et dites-vous que tout le pays a été, jadis, peuplé d'un peuple semblable, que cette délicatesse, cet honneur, cette vaillance, cette hauteur de jugement, cette gaité aussi étaient partout répandus. Cherchez ce qui reste de tout cela et mesurez la ruine !

Ce catholique français est certes trop flatteur. La situation n'est pas aussi riante qu'il se plaît à la peindre. La race franco-canadienne devient de plus en plus citadine et l'on connaît assez les résultantes de cette transformation, tant au point de vue moral, social que physique.

La conscience professionnelle a baissé ailleurs... également chez nous. Partout on se dérobe à l'effort, on accepte le travail en maugréant et on le fait mal. Dans la vieille France qui s'anémie, parce qu'on oublie là-bas cette loi sacro-sainte de la procréation, la terre se meurt par le manque de bras, et chez nous, où vit et grandit un rameau de la France, centre et lumière du monde malgré tout, chez nous, cette tendance nouvelle est perceptible dans les milieux soi-disant *bien*.

Laissons là, si vous le voulez bien, l'abstrait avec ses rapports à l'étranger; revenons à notre groupement ethnique et examinons notre situation. Ce sera la seconde et dernière partie de notre étude.

* * *

Je ne retournerai pas cent cinquante ou trois cents ans en arrière pour analyser rétrospectivement l'effort de la race, dans sa volonté souventes fois affirmée de vivre, de survivre et d'accomplir la mission pour laquelle le Christ l'avait marquée.

Georges Goyau, dans ses *Origines religieuses du Canada*, dans son « épopée mystique », signale la foi intense, le prosélytisme de nos pères. S'ils n'avaient vu, ces preux, que l'aspect matériel de l'œuvre de la colonisation, ils ne se seraient jamais occupés d'évangéliser et de défricher; mais comprenant l'importance du rôle qui leur était dévolu et voulant lui donner un caractère de durabilité indispensable, ils plantèrent la croix et s'emparèrent du sol. Ils auraient pu n'être que des trafiquants, des trappeurs, ils furent des colonisateurs évangélistes.

* * *

Au piètre résultat qu'ils obtinrent pour eux-mêmes par ce grand effort, il faut opposer aujourd'hui, avec le

recul des ans, le mieux-être collectif dont nous jouissons, l'avantage inappréciable, pour cette terre païenne, d'avoir été arrosée du sang de ces missionnaires chrétiens.

Au cours de cette belle période qui va de 1608 à 1760, ce n'est qu'un effort sublime de la part de tous et chacun de ces catholiques français, pour conserver cette terre au roi de France.

Dans la deuxième période, de 1760 à 1867, la lutte se déplace; elle ne se livre plus sur les champs de bataille, elle se poursuit dans les parlements. Là encore nous aurions eu peut-être à y gagner matériellement à nous fusionner avec le groupe anglo-saxon, mais la voix instinctive de la conservation protesta toujours, avec le résultat que l'on sait.

De 1867 à nos jours

C'est la troisième et dernière phase qui s'ouvre, avec une transformation nouvelle dans la forme des combats que nous avons à subir.

Le champ économique devient l'arène des luttes que nous avons à soutenir. M. Édouard Montpetit lance ce sage critérium à la race: « La question économique est devenue aujourd'hui une question nationale. » Il importe donc que l'attention nationale soit éveillée à ce nouvel aspect de la survivance. Il est nécessaire que l'on tienne compte de cette nouvelle manière de voir, car les barons de la finance dominant, dirigent tout.

Disons cependant que, depuis vingt-cinq ans, nous avons, dans ce domaine, fait des gains notables. Nous avons consolidé le patrimoine ancestral, mis sur pied des entreprises nouvelles. Que vient faire dans cette galère mon travail et son titre énigmatique?

Dans les dernières années du dernier siècle, que Léon Daudet aurait appelé, ici comme en France « le

stupide XIX^e siècle », tant il avait failli nous être fatal, des hommes doués d'un sens social et national très avisé conseillèrent à nos compatriotes de pratiquer l'économie. On a fait un sacrifice présent dans l'attente d'un rendement rémunérateur dans l'avenir.

Les résultats furent très heureux pour le groupe, car en peu d'années se fondèrent des institutions dont l'influence bienfaisante est aujourd'hui sensible pour ceux de ma génération.

L'effort des fondateurs des grands établissements commerciaux, des puissantes industries, que nous avons sous les yeux, a pu passer inaperçu, a paru peut-être puéril et insignifiant; il n'en est pas moins vrai aujourd'hui que beaucoup d'entre ces institutions sont un objet d'admiration, non seulement pour nos compatriotes, mais aussi pour ceux des Anglo-Saxons impartiaux qui nous observent.

Donnons un exemple concret. Il n'y a pas de manufacture d'orgues en Amérique pouvant faire concurrence à celle des Casavant de Saint-Hyacinthe. Leur réputation est aujourd'hui mondiale. Bel exemple du sens d'affaires de nos Canadiens, quand ils se mêlent de vouloir sérieusement réussir.

Le grand effort collectif des pionniers de l'industrie, du commerce ou de la finance est récompensé de la manière qu'on peut voir. Il en est de même dans les multiples milieux économiques où nous avons porté notre attention.

Le « moindre effort futur » de notre race, cela veut dire une aisance modeste, mais légitime, pour tous nos compatriotes. Le « moindre effort futur », cela implique pour l'ouvrier gagnant pendant sa période de productivité le nécessaire indispensable pour vivre, mais aussi un peu plus, qui sera mis en réserve pour l'avenir. Le « moindre effort futur » pour nos négociants est pos-

BIBLIOTHÈQUE
SANT-HYACINTHE

sible, mais à la condition qu'au travail présent s'ajoutent la méthode, la science des affaires et l'esprit de prévoyance.

L'application intégrale de ce principe est condamnable parce qu'il signifie paresse, fainéantise, mais tel que nous l'entendons ici, ce n'est plus de l'oisiveté, mais du travail en prévision d'une jouissance future, mobile de l'activité individuelle et collective.

L'effort de nos pères nous oblige moralement à continuer de besogner ferme et à accomplir ce grand effort, afin que grandisse la race dans le domaine social, religieux, économique, qu'elle soit plus forte et plus respectée. Une race ne progresse et n'a d'influence que par le dévouement et la valeur de chacun de ses enfants.

L'ensemble de ces efforts de chacun de nous a pour résultante de dégager peu à peu notre petit peuple de la gangue matérielle anglo-saxonne qui l'étouffe.

Le « moindre effort futur » nous impose cette obligation à laquelle il est impossible de nous dérober.

Rodolphe LAPLANTE

RODOLPHE
LAPLANTE

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

(Suite)

77-78. <i>Albert de Mun et la Législation sociale</i>	Abbé GOUIN, P.S.S.
*79-80. <i>Microbiologie et maladies contagieuses</i>	J.-A. BAUDOUIN, M.D.
81-82. <i>L'Instruction obligatoire n'est pas nécessaire chez nous. Pourquoi?</i>	R. P. Hermas LALANDE, S.J. Abbé Edmour HÉBERT
83. <i>L'Organisation ouvrière</i>	Abbé Edmour HÉBERT
84. <i>Audour de l'Encyclopédie « Rerum novarum »</i>	
85. <i>L'Aide aux colons</i>	M. L'HEUREUX
86. <i>Le Problème social et sa solution</i>	Abbé Edmour HÉBERT
87. <i>Les Semaines sociales</i>	
88-89. <i>De l'Internationalisme au Nationalisme</i>	Alfred CHARPENTIER
90. <i>Vers le peuple</i>	Guy VANIER
91. <i>L'Action sociale</i>	Antonio PERRAULT
92-93. <i>La Grève et l'enseignement catholique</i>	R. P. VILLENEUVE, O.M.I.
94. <i>Programme d'action sociale</i>	Édouard MONTPETIT
95. <i>Les Parents, l'Église et l'État dans leurs rapports avec l'école</i>	Abbé Ad. SABOURIN
96. <i>L'Organisation professionnelle</i>	Mgr L.-A. PAQUET
97. <i>Syndicats patronaux</i>	Abbé Émile CLOUTIER
98. <i>La Confédération des Travailleurs catholiques du Canada</i>	XXX
99. <i>L'Aspect économique du problème industriel</i>	Edmond CLOUTIER
100. <i>Le Salaire</i>	Abbé Edmour HÉBERT
101. <i>Nos Pêcheries</i>	Fabien BUGEAUD
102. <i>La Question des chemins de fer</i>	XXX
103. <i>Les caisses Desjardins, œuvre sociale</i>	Wilfrid GUÉRIN
104. <i>L'Aube d'une ère ouvrière nouvelle</i>	Alfred CHARPENTIER
105. <i>L'Organisation ouvrière catholique au Canada</i>	É. S. P.
106. <i>Réformes scolaires</i>	É. S. P.
107. <i>Le travail du dimanche dans notre industrie</i>	Mgr Eugène LAPOINTE
108. <i>La Gaspésie</i>	J. W.
109. <i>Les Espoirs présents du Catholicisme en France</i>	R. P. DONCŒUR, S.J.
110. <i>La Société catholique de Protection et de Ren- seignements</i>	É. S. P.
111. <i>Le Problème des narcotiques au Canada</i>	Olivier CARIGNAN
112. <i>Le charbon au Canada</i>	Paul CHARTIER, S.J.
113-114. <i>Le Nord qui s'ouvre</i>	R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
115. <i>Les trois Étapes de la question ouvrière</i>	Abbé Edmour HÉBERT
116-117. <i>Dans les chantiers</i>	R. P. J.-A. DESJARDINS, S.J.
118. <i>La mortalité infantile</i>	Dr Joseph GAUVREAU
119. <i>La Tuberculose</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
120-121. <i>Le Chômage</i>	Gérard TREMBLAY
122. <i>L'Eucharistie et la question sociale</i>	R. P. Léo BOISMENU, P.S.S.
*123. <i>Le Canada minier</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
124. <i>Le Patriotisme</i>	Mgr LAFLÈCHE
125. <i>L'Apprentissage</i>	É. S. P.
126-127. <i>Notre problème agricole</i>	Charles GAGNÉ
128. <i>Les Forces hydrauliques</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
129. <i>L'Art ménager</i>	Abbé Arm. BEAUREGARD
130. <i>Le Domaine rural canadien</i>	Georges BOUCHARD
131. <i>Les Paysans de France</i>	Georges BOUCHARD
132. <i>La jeune fille et les œuvres de charité</i>	R. P. Adélar DUGRÉ, S.J.
133-134. <i>Pour et contre le tabac</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
135. <i>Vers l'Émancipation économique</i>	G.-E. MARQUIS
136-137. <i>Le Travail de nuit dans les boulangeries</i>	XXX
138. <i>Expansion industrielle dans le Québec</i>	G.-E. MARQUIS
139. <i>Le logement et la santé</i>	T. P. Pierre FONTANEL, S.J.
140-141. <i>Travailleurs inconnus, nos aveugles</i>	Père Julien SENAY, S.J.
142. <i>L'Éducation de la Justice</i>	R. P. Louis LALANDE, S.J.
143. <i>Abolitionisme ou Réglementation</i>	R. P. J. SALSMASS, S.J.
144. <i>L'Actionnariat syndical</i>	M. Max TURMANN
145-146. <i>Le Conseil national d'Éducation</i>	C.-J. MAGNAN
147. <i>Jeunes d'autrefois. Jeunes d'aujourd'hui</i>	R. P. Maurice H.-BEAULIEU, S.J.
148. <i>Eclaircisseurs canadiens-français</i>	R. P. Adélar DUGRÉ, S.J.
149-150. <i>La Pulpe et le Papier</i>	R. P. Pierre FONTANEL, S.J.
151. <i>L'atelier syndical fermé en regard des principes sociaux catholiques</i>	Alfred CHARPENTIER
152-153. <i>L'Alcoolisme et l'individu</i>	Louis-Philippe ROY, E. E. M.
154. <i>L'Eucharistie et les classes dirigeantes</i>	M. Antonio PERRAULT
155. <i>L'Effort économique de notre race</i>	Rodolphe LAPLANTE

Les numéros précédés d'un astérisque sont épuisés.

PUBLICATIONS DE L'É. S. P.

155 (Abonnement: \$1.50 par an)

- 1* *L'École Sociale Populaire*
- *1. *L'Organisation ouvrière catholique en Hollande* . . . R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
2. *L'Organisation ouvrière dans la province de Québec* (2^e édition 1913) . . . Arthur SAINT-PIERRE
R. P. LEROY, S.J.
- *3. *De l'Éducation du sens social* . . . R. P. PICHÉ, P.S.V.
- *4. *Comment protéger notre jeunesse, les patronages*
5. *La Fédération Saint-Jean-Baptiste et ses associations professionnelles* . . . Mme Marie GÉRIN-LAJOIE
Abbé Henri GAUTHIER, P.S.S.
Alphonse DESJARDINS
6. *« Le Foyer » et ses œuvres* . . . R. P. HUGOLIN, O.F.M.
Abbé GOUIN, P.S.S.
- *7. *La Caisse populaire — I*
8. *La lutte antialcoolique dans la province de Québec, depuis 1906* . . . R. P. HUGOLIN, O.F.M.
Abbé GOUIN, P.S.S.
9. *Le logement de la famille ouvrière — I*
- 10-11. *Le logement de la famille ouvrière — Suite et fin* . . . Abbé GOUIN, P.S.S.
Alphonse DESJARDINS
- *12. *La Caisse populaire — II*
13. *Le Mouvement mutualiste dans la province de Québec* . . . J.-B. SAINT-ARNAUD
R. P. L. HUDON, S.J.
- *14. *Le Cercle ouvrier*
- *15. *L'Encyclique « Rerum novarum »*
- *16. *Les Œuvres nécessaires* . . . R. P. VALENTIN-BRETON, O.F.M.
- *17. *L'Église et les associations ouvrières — Encyclique « Singulari quadam »*
- 18-19. *Contre l'alcool* . . . Henri BEAUVAIS
Dr Joseph GAUVREAU
Abbé GOUIN, P.S.S.
- 20-21. *Un catholique social: Frédéric Ozanam* . . . Arthur SAINT-PIERRE
22. *L'Organisation professionnelle* . . . V.-E. BEAUPRÉ
23. *Réformes scolaires* . . . R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
24. *Le Clergé et les études sociales* . . . Abbé Paul MAYRAND, D.Th.
- *25. *Le Travail chrétien*
26. *La lettre sur le « Sillon »*
- 27-28. *La Cour Juvenile. Son fonctionnement, ses résultats, ses ambitions* . . . Abbé GOUIN, P.S.S.
Dr Joseph GAUVREAU
- *29. *La Goutte de lait* . . . Arthur SAINT-PIERRE
30. *La Fédération américaine du Travail* . . . XXX
- 30* *L'Utopie socialiste — I* . . . DOMBRAY-SCHMITT
31. *Le Val des Bois* . . . R. P. DALY, C.S.S.R.
- *32. *Les Conseils de l'abbé Desgranges aux ouvriers canadiens* . . . Chanoine DESGRANGES
33. *Les Écoles maternelles* . . . Arthur SAINT-PIERRE
- *34-35. *L'Église et le progrès social* . . . Arthur SAINT-PIERRE
- 36-37. *Le Devoir social* . . . R. P. GUILLOT, C.S.S.R.
38. *L'Utopie socialiste — II* . . . R. P. TRUDEAU, O.P.
39. *Les Syndicats ouvriers chrétiens de Belgique* . . . Abbé Edmour HÉBERT
40. *Les Syndicats socialistes et neutres* . . . Arthur SAINT-PIERRE
41. *L'Église et l'organisation ouvrière* . . . Abbé Edmour HÉBERT
- 42-43. *Le comte Albert de Mun* . . . R. P. GONTHIER, O.P.
- 44-45. *Le Socialisme* . . . R. P. S. BELLAVANCE, S.J.
46. *A propos d'immunités* . . . R. P. RUTTEN, O.P.
- *47. *La Formation d'apôtres sociaux par l'A.C.J.C.* . . . R. P. Adélar DUGRÉ, S.J.
- 48-49. *Leçons pratiques d'action sociale catholique* . . . R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
50. *La Désertion des campagnes* . . . Marie-J. GÉRIN-LAJOIE
51. *Les Avantages de la campagne* . . . Abbé GOUIN, P.S.S.
- *52. *Les Cercles d'études féminins* . . . Anatole VANIER
- 53-54. *Le Règne social du Sacré Cœur, St-Sauveur de Québec* . . . Abbé GOUIN, P.S.S.
55. *Le Comptoir coopératif* . . . Jean-Charles MAGNAN, B.S.A.
- 56-57. *L'Œuvre de vacances des grèves* . . . R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
58. *Le Jardin zéolaire et l'Agriculture à l'école*
59. *Le Clergé et les Œuvres sociales*
60. *L'Esprit chrétien dans la famille et dans la société*
61. *Projet de colonisation* . . . R. P. Marcel MARTINEAU, S.J.
- 62-63-64. *Vers les terres neuves* . . . R. P. Alexandre DUGRÉ, S.J.
65. *La Question sociale et nos devoirs de catholiques — I* . . . R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
66. *La Question sociale et nos devoirs de catholiques — II* . . . R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
- 67-68. *La Question sociale et nos devoirs de catholiques — III* . . . R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
- *69-70. *Hygiène du logement et caste sanitaire des maisons* . . . R. P. ARCHAMBAULT, S.J.
- 71-72-73. *Albert de Mun et le devoir social des catholiques* . . . J.-A. BAUDOIN, M.D.
- 74-75. *Albert de Mun et l'organisation ouvrière* . . . Abbé GOUIN, P.S.S.
76. *Nos Errements agricoles* . . . Abbé GOUIN, P.S.S.
R. P. Edgar COLCLOUGH, S.J.